



OPPORTUNITÉS DE RENFORCER LES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS DANS LA GESTION DES INVESTISSEMENTS D'UBS

Septembre 2021

Table des matières

I. Attentes de base du CWC envers les gestionnaires d'actifs	2
II. Sommaire exécutif	2
III. UBS Asset Management en un coup d'œil	4
IV. Les droits des travailleurs dans le cadre de l'intendance des investissements d'UBS	5
V. Pratiques d'intendance : engagement actionnarial et vote par procuration	7

Veuillez noter que ce document est à titre informatif uniquement et n'est pas destiné à fournir ou à être utilisé pour fournir des conseils d'investissement, juridiques, fiscaux ou comptables. Les fiduciaires devraient consulter leurs propres conseillers et professionnels en placement pour évaluer les avantages et les risques de tout placement.

À propos de la série de rapports sur les gestionnaires d'actifs du Comité des syndicats mondiaux sur le capital des travailleurs (CWC)

La série de rapports du CWC sur les gestionnaires d'actifs examine les performances de certains des plus grands gestionnaires d'actifs au monde en matière de droits des travailleurs et de priorités syndicales mondiales. Les gestionnaires d'actifs profilés s'appuient sur une clientèle qui comprend des fonds de pension à travers le monde. Bon nombre des fiduciaires qui siègent à ces caisses de retraite sont des participants au réseau CWC.

Les rapports évaluent la force des cadres d'intendance des gestionnaires d'actifs, l'impact de leurs pratiques d'intendance sur les droits des travailleurs et leur degré d'alignement avec les principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT ainsi que les cadres fondés sur les droits tels que les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne (UNGP) et les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (EMN).

I. Attentes de base du CWC envers les gestionnaires d'actifs

Les rapports du CWC sur les gestionnaires d'actifs examinent les politiques et pratiques d'intendance (ou « stewardship » en anglais) dans le portefeuille d'actions (engagement actionnarial et vote par procuration), d'investissements alternatifs et les activités de plaidoirie publiques pour certains des plus grands gestionnaires d'actifs au monde. Il évalue ensuite la cohérence de ces pratiques avec les attentes de base du secrétariat du CWC en matière de droits fondamentaux des travailleurs. Les attentes de base suivantes ont guidé les recherches et les analyses qui sous-tendent ce rapport :

- adopter la promotion des droits fondamentaux des travailleurs et de la conduite responsable des entreprises comme priorité d'engagement et ligne directrice pour le vote par procuration ;
- s'engager à collaborer avec les entreprises lorsque les syndicats fournissent des preuves d'impacts négatifs sur les droits de la personne et rendre compte publiquement des résultats de ces engagements ;
- adopter une position de « neutralité » dans les portefeuilles d'actions et de placements privés lorsque les travailleurs exercent leur droit d'association et de négociation collective ; et,
- s'engager à entretenir un dialogue avec le CWC et ses représentants des propriétaires d'actifs une fois par an pour discuter des priorités syndicales qui sont pertinentes pour la gestion des investissements.

II. Sommaire exécutif

UBS Asset Management (« UBS ») est le treizième gestionnaire d'actifs au monde, avec 1 100 milliards de dollars d'actifs sous gestion (AUM).¹ Ce rapport s'appuie sur le rapport CWC 2019 Asset Manager sur UBS Group AG, qui comprenait une réponse d'UBS.²

Dans l'itération de cette année, le CWC a examiné les politiques et pratiques du gestionnaire dans deux catégories principales : (1) le cadre d'intendance des investissements et (2) les pratiques d'intendance relatives au portefeuille d'action y compris l'engagement actionnarial et le vote par procuration.³ Les recommandations et l'analyse se fondent sur une évaluation des informations communiquées par UBS, ainsi que sur des articles de presse et des consultations avec les syndicats qui participent au CWC.

Le cadre d'intendance des investissements d'UBS reconnaît les responsabilités des investisseurs en vertu des cadres mondiaux liés aux droits de la personne à savoir identifier et atténuer les effets négatifs sur les personnes.⁴ Nous avons été encouragés par l'importance qu'il accorde aux violations du Pacte mondial des Nations unies, par sa prise en compte des processus de diligence raisonnable des sociétés du portefeuille en matière de droits de la personne, par sa référence à la négociation collective et par sa politique de collaboration avec d'autres investisseurs. Cependant, notre analyse indique qu'il existe des écarts entre les politiques solides d'UBS et ses pratiques d'intendance en termes de respect des droits fondamentaux des travailleurs dans ses portefeuilles. Ce rapport décrit comment UBS peut améliorer son approche d'engagement actionnarial et du vote par procuration tout en décrivant des études de cas clés tirées des priorités syndicales. Le rapport émet les recommandations suivantes à UBS :

(1) Cadre d'intendance des investissements :

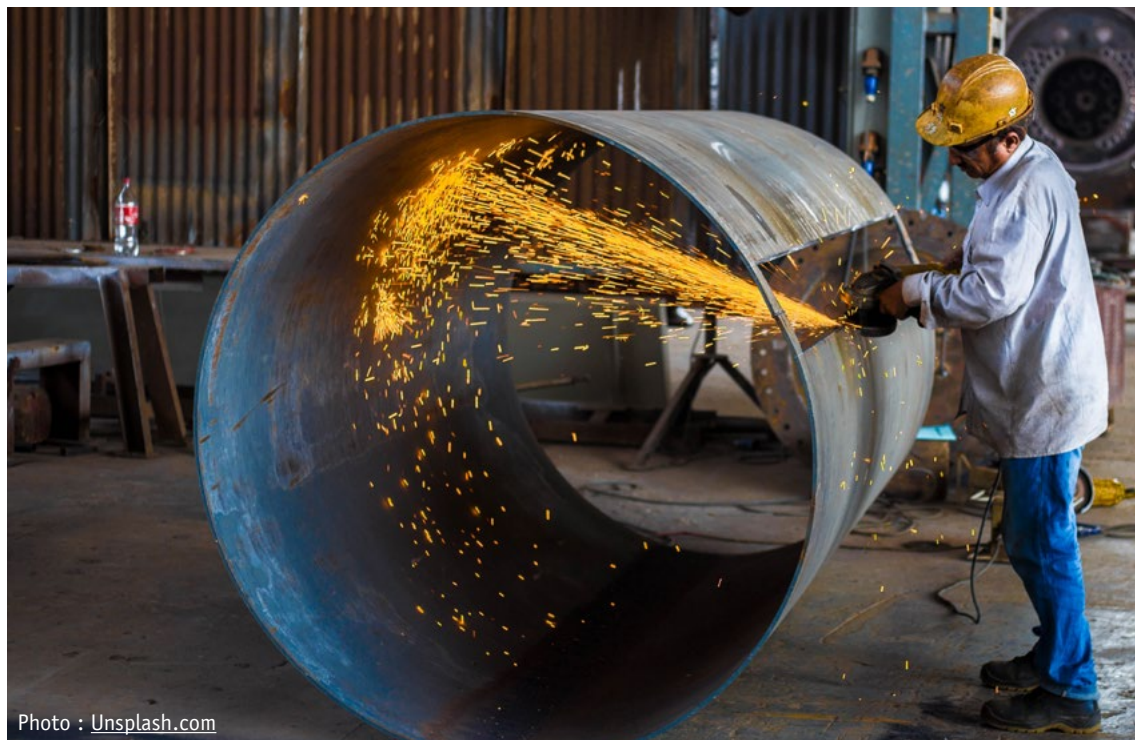
- Rédiger un document autonome pour définir des attentes claires pour les entreprises et leur gestion des impacts sur les droits de la personne et des travailleurs. Ces attentes doivent être étayées par la [Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail](#)

et par les responsabilités d'UBS (et de l'entreprise) en vertu des [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#). Les attentes pourraient indiquer comment UBS entend intensifier ses engagements pour traiter les cas flagrants de violations des droits des travailleurs lorsque (1) les violations des droits fondamentaux des travailleurs de l'OIT ne sont pas traitées par la direction dans les 12 mois ou (2) lorsque l'entreprise a refusé de participer à la médiation proposée par un Point de contact national (PCN) dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.

- Publier la liste des entreprises qui ont été exclues des portefeuilles en raison de progrès insuffisants lors des engagements menés par UBS sur les questions ESG (y compris les droits de la personne).

(2) L'intendance relative aux actions publiques : engagement et vote par procuration

- Clarifier la manière dont elle applique ses tactiques d'escalade lorsque les problèmes ne sont pas résolus dans un délai raisonnable.
- Adopter une attente publique selon laquelle les entreprises bénéficiaires d'investissements restent neutres lorsque les travailleurs tentent d'exercer leur liberté d'association.
- S'engager à répondre aux notifications de violations des droits des travailleurs portées par les syndicats, en particulier lorsqu'il existe des preuves publiques étayant les allégations (par exemple, les déclarations des points de contact nationaux de l'OCDE).
- Revoir sa politique et ses pratiques de vote concernant les propositions d'actionnaire pour la représentation des employés dans les conseils d'administration des entreprises, en particulier dans un contexte d'acceptation croissante du capitalisme des parties prenantes.
- Divulguer le nom des sociétés avec lesquelles il effectue des engagements actionnariaux et les sujets des dialogues sur une base trimestrielle.



III. UBS Asset Management en un coup d'œil

UBS Asset Management est le treizième gestionnaire d'actifs au monde, avec 1 100 milliards de dollars d'actifs sous gestion (AUM).⁵ Basé en Suisse, son portefeuille d'investissement est composé d'actions (47 %), de titres à revenu fixe (25 %), d'immobilier (7 %) et d'infrastructures (1 %).⁶ Les investisseurs institutionnels – y compris les fonds de pension – représentent 59 % de la base d'investisseurs du portefeuille d'UBS.⁷

Ce rapport analyse les politiques et pratiques d'intendance des investissements d'UBS Asset Management.

TABLEAU 1 : FAITS CLÉS SUR LA UBS ASSET MANAGEMENT

Actifs sous gestion	1 100 milliards de dollars américains (en décembre 2020) ⁹
Gestion des comptes institutionnels	649 milliards de dollars américains (en décembre 2020) ¹⁰
Classement parmi les gestionnaires d'actifs mondiaux	13e en importance ¹¹
Classement parmi les gestionnaires immobiliers mondiaux	8e en importance ¹²
Composition de la base d'actifs	<p>Les entreprises de hedge funds 4%</p> <p>Immobilier 7%</p> <p>Multi-actifs 16%</p> <p>Revenu fixe (y compris MM) 25%</p> <p>Infrastructure 1%</p> <p>Actions publiques 47%</p>
Structure de l'entreprise	Cotée en bourse (SIX Swiss Exchange, NYSE)
Personnel en investissement responsable (IR)/total des employés	22 employés chargés de l'investissement responsable ¹³ 1150 employés ETP au total ¹⁴
Siège social	Zurich, Suisse

IV. Les droits des travailleurs dans le cadre de l'intendance des investissements d'UBS

UBS s'engage à une « intendance axée sur les résultats ». ¹⁵ En 2020, les domaines d'intervention d'UBS pour les engagements thématiques comprenaient le changement climatique, l'objet social de la société, la gouvernance d'entreprise et les questions sociales telles que le genre, les impacts sur les personnes et les « controverses ». ¹⁶ Les cibles d'engagement sont classées par ordre de priorité en fonction de l'ensemble des facteurs suivants : une exposition financière élevée, la présence de risques et d'opportunités ESG importants, un historique de votes contre la direction, la performance sur les sujets sélectionnés pour les programmes thématiques et la présence de controverses importantes. ¹⁷

L'approche d'UBS pour entâmer un dialogue actionnarial sur les questions liées aux employés comprend à la fois une perspective de gestion du capital humain et une perspective des droits de la personne. De manière encourageante, cela suggère que le gestionnaire met en œuvre une stratégie ESG à double matérialité, dans laquelle l'investisseur prend en compte les questions de durabilité qui ont un impact sur les activités de l'entreprise (c'est-à-dire la matérialité financière), ainsi que son impact sur les principales parties prenantes, notamment les travailleurs.

La survenance de violations des droits fondamentaux des travailleurs peut informer des engagements axés sur les « impacts sur les personnes » ou les « controverses ». Pour les engagements thématiques « impacts sur les personnes », UBS évalue à la fois les politiques de gestion du capital humain et les pratiques de diligence raisonnable en matière de droits humains, y compris dans la chaîne d'approvisionnement. Il cite les « taux de syndicalisation » comme l'un des facteurs permettant d'évaluer la performance des entreprises en matière de gestion du capital humain. ¹⁸ En outre, il examine comment les entreprises tiennent les fournisseurs responsables en fonction de leur « participation à des partenariats industriels pour lutter contre le travail des enfants, l'esclavage moderne, les salaires minimums et de subsistance, la négociation collective et la santé et la sécurité ». ¹⁹ Il est important de noter qu'UBS mentionne explicitement les négociations collectives lorsqu'elle décrit comment elle mesure la performance des entreprises sur les questions sociales. ²⁰ La performance des entreprises en matière de droits de la personne est évaluée par la présence, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de la personne (UNGP) et le Guide OCDE sur le devoir de diligence pour une conduite responsable des entreprises servant de cadre aux discussions. ²¹

UBS peut également dialoguer avec des entreprises où il y a des violations flagrantes des droits des travailleurs qui peuvent être qualifiées de controverses. Sa « déclaration d'impacts négatifs » définit son approche de la gestion des incidences environnementales et sociales négatives dans les investissements en actions passifs et actifs, ainsi que son intégration dans les activités d'intendance des investissements. Ces impacts sont examinés en fonction de la conformité de l'entreprise au Pacte mondial des Nations Unies, l'initiative volontaire dirigée par l'ONU qui comprend 6 principes axés sur les droits de la personne et des travailleurs (sur 10). Dans les portefeuilles gérés activement avec une intégration du risque ESG, les investissements ayant des niveaux élevés d'impacts négatifs peuvent être écartés par les gestionnaires de portefeuille. Dans les portefeuilles passifs, les impacts négatifs sont intégrés en fonction de la méthodologie de sélection du fournisseur d'indices. Enfin, l'équipe d'intendance peut collaborer avec des entreprises qui causent (ou risquent de) causer des impacts négatifs « le cas échéant ». Lorsque ceci survient, UBS demande aux entreprises de remédier aux lacunes et peut décider de porter l'affaire à un niveau supérieur si les émetteurs ne répondent pas à ses attentes ou si les informations fournies sont insuffisantes. ²²

Les stratégies d'escalade d'UBS incluent des sanctions de vote et l'ajout de l'entreprise à une « liste grise », où elle est soumise à un examen. ²³ Si aucun progrès n'est réalisé sur une période donnée,

Les stratégies d'escalade d'UBS incluent des sanctions de vote et l'ajout de l'entreprise à une « liste grise », où elle est soumise à un examen.

UBS peut décider de céder la totalité ou une partie des actions détenues au nom de ses clients.²⁴ La divulgation des sociétés que le gestionnaire a exclues de ses portefeuilles dans le cadre de ce processus améliorerait la transparence.

Il est encourageant de constater qu'UBS soutient les engagements de collaboration et « voit un grand avantage » à travailler avec d'autres investisseurs.²⁵ En 2020, environ 10 % des engagements d'UBS ont été organisés en collaboration avec d'autres investisseurs dans le cadre d'initiatives conjointes telles que la Workforce Disclosure Initiative ou Climate Action 100+.²⁶ Dans sa politique de gestion globale, UBS a défini des lignes directrices pour évaluer les initiatives de collaboration avant d'y participer, telle que la prise en compte du consensus entre les investisseurs sur les sujets de préoccupation et les solutions potentielles.²⁷ Les engagements de collaboration peuvent être des outils efficaces pour améliorer le succès d'un engagement et pourraient être utilisés plus souvent.

Il n'y a aucune mention explicite de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (EMN) dans les documents d'intendance d'UBS. Il s'agit de cadres d'orientation importants pour les sociétés de portefeuille en ce qui concerne les droits fondamentaux des travailleurs.

Il n'y a aucune mention explicite de la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (EMN) dans les documents d'intendance d'UBS.

RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU CWC :

Cadre d'intendance des investissements

Le cadre d'intendance d'UBS tente de mettre en œuvre une perspective de double matérialité qui permet de tenir les entreprises responsables en matière de droits des travailleurs. Nous sommes encouragés par certains éléments du cadre de gestion d'UBS, tels que l'importance qu'il accorde aux violations du Pacte mondial des Nations Unies, sa politique de collaboration avec d'autres investisseurs, sa prise en compte des processus de diligence raisonnable des sociétés du portefeuille en matière de droits de la personne et sa référence aux négociations collectives.

Le cadre d'intendance d'UBS pourrait être amélioré en clarifiant ses attentes vis-à-vis des entreprises en matière de droits fondamentaux des travailleurs. Le gestionnaire pourrait rédiger un document autonome pour définir des attentes claires autour des entreprises et leur gestion des impacts sur les droits de la personne et des travailleurs. Ces attentes doivent être étayées par la [Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail](#) et par les responsabilités d'UBS (et de l'entreprise) en vertu des [Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#). Les attentes pourraient indiquer comment UBS entend intensifier ses engagements pour traiter les cas flagrants de violations des droits des travailleurs lorsque (1) les violations des droits fondamentaux des travailleurs de l'OIT ne sont pas traitées par la direction dans les 12 mois ou (2) lorsque l'entreprise a refusé de participer à la médiation proposée par un Point de contact national (PCN) dans le cadre des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Cela réduirait l'ambiguïté liée à l'approche actuelle d'UBS consistant à s'engager avec des entreprises qui causent (ou risquent de) causer des impacts négatifs « le cas échéant ».

De plus, nous encourageons UBS à divulguer la liste des entreprises qui ont été exclues des portefeuilles en raison de progrès insuffisants lors des engagements menés par UBS sur les questions ESG (y compris les droits de la personne). Cette liste pourrait être divulguée sur le site web dédié à l'investissement responsable, plutôt que sur celui des fonds UBS individuels.

V. Pratiques d'intendance : engagement actionnarial et vote par procuration

Cette section analyse la conformité des pratiques du gestionnaire d'actifs envers ses politiques d'investissement responsable. Elle comprend des études de cas et des exemples de syndicats mondiaux en ce qui concerne la responsabilisation des sociétés de portefeuille en lien avec le respect des droits fondamentaux des travailleurs par le biais de l'engagement actionnarial et du vote par procuration.

A. Engagement actionnarial

Les rapports du CWC identifient les entreprises où les syndicats ont soulevé des violations des droits des travailleurs et scrutent les rapports des gestionnaires d'actifs pour y trouver toute information sur les engagements actionnariaux avec lesdites entreprises. Cela nous donne un aperçu de l'application du cadre d'intendance d'un gestionnaire.

Sur les 429 engagements qu'UBS a menés auprès de 277 entreprises au cours de l'année 2020, plus d'un quart (24 %) ont touché à la gestion du capital humain et aux normes des travailleurs.²⁸ En décrivant un exemple d'engagement axé sur la gestion du capital humain avec une société anonyme, UBS indique que les progrès se traduisent par le renforcement des relations avec les syndicats locaux et s'engage à suivre l'évolution du dialogue avec les représentations internationales des travailleurs.²⁹ Cette reconnaissance du fait que des relations positives avec les syndicats font partie intégrante de la performance d'une entreprise sur les questions sociales est la bienvenue.

En outre, environ 24 dialogues d'actionnaires (6 % du total des engagements) organisés par UBS l'année dernière ont été consacrés uniquement à des controverses où il y a eu une violation grave du Pacte mondial des Nations Unies.³⁰ Les engagements dans le cadre de ce volet comprenaient des dialogues avec Vale (suite à la rupture de la digue de résidus de Brumadinho en 2019), Petrobras (pour un scandale de corruption associé à Lava Jato en 2014) et Rio Tinto (pour la destruction du patrimoine culturel à Juukan Gorge, en Australie, en 2020).³¹ Aucun des exemples fournis par UBS ne concerne des cas de violation des droits des travailleurs.

Dans son rapport annuel de gestion, UBS publie la liste des entreprises ayant fait l'objet d'un engagement sur une base annuelle, mais fournit peu de détails sur les sujets abordés dans le cadre de ces engagements, hormis des études de cas. Ce niveau de divulgation est inférieur à celui de pairs tels que BlackRock, qui divulgue quant à lui des études de cas d'engagement et des noms d'entreprises dans les rapports trimestriels d'intendance et énumère les grands domaines thématiques. UBS pourrait donc améliorer ses pratiques en augmentant le rythme de ses divulgations et en ajoutant des informations sur les engagements spécifiques à l'entreprise.

En 2020, UBS a fait état d'engagements avec deux entreprises sur quatre où les syndicats participants au CWC ont identifié des violations des droits fondamentaux des travailleurs. Cependant, les sujets abordés lors de ces engagements ne sont pas clairs (voir Tableau 2).

Environ 24 dialogues d'actionnaires (6 % du total des engagements) organisés par UBS l'année dernière ont été consacrés uniquement à des controverses où il y a eu une violation grave du Pacte mondial des Nations Unies.

TABLEAU 2 : ENGAGEMENTS D'UBS AVEC DES ENTREPRISES SIGNALÉES PAR LES SYNDICATS PARTICIPANTS AU CWC POUR DES VIOLATIONS DES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS

Société (pays du siège social)	Participation au capital	Impact sur les droits des travailleurs soulevé par les participants au CWC	Engagement d'UBS signalé (sujet non divulgué)
Amazon.com Inc. (É-U)	0.43%	Les préoccupations des employés à propos de la santé et la sécurité sur le lieu de travail au début de la pandémie de COVID, ³² les conflits du travail dans les entrepôts américains, britanniques et européens, ³³ et une campagne antisyndicale aux États-Unis. ³⁴ Cette dernière est résumée dans une déclaration du CWC à l'intention des investisseurs sur l'élection syndicale dans l'usine d'Amazon à Bessemer, en Alabama. ³⁵	OUI
Teleperformance (France)	0.49%	Plainte du point de contact national de l'OCDE déposée par UNI concernant les représailles et les pratiques dangereuses liées à la COVID-19 dans les centres d'appels de divers pays. Le PCN a annoncé la recevabilité formelle de la saisine et a commencé son évaluation. ³⁶	OUI
XPO Logistics Inc. (É-U)	0.30%	Préoccupations concernant les normes du travail, les allégations de mauvaise classification des employés et la liberté d'association. ³⁷	NON
Holcim (Suisse)	1.74%	Plainte du point de contact national de l'OCDE déposée par l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois concernant le remplacement d'employés par des sous-traitants aux Philippines. ³⁸	NON

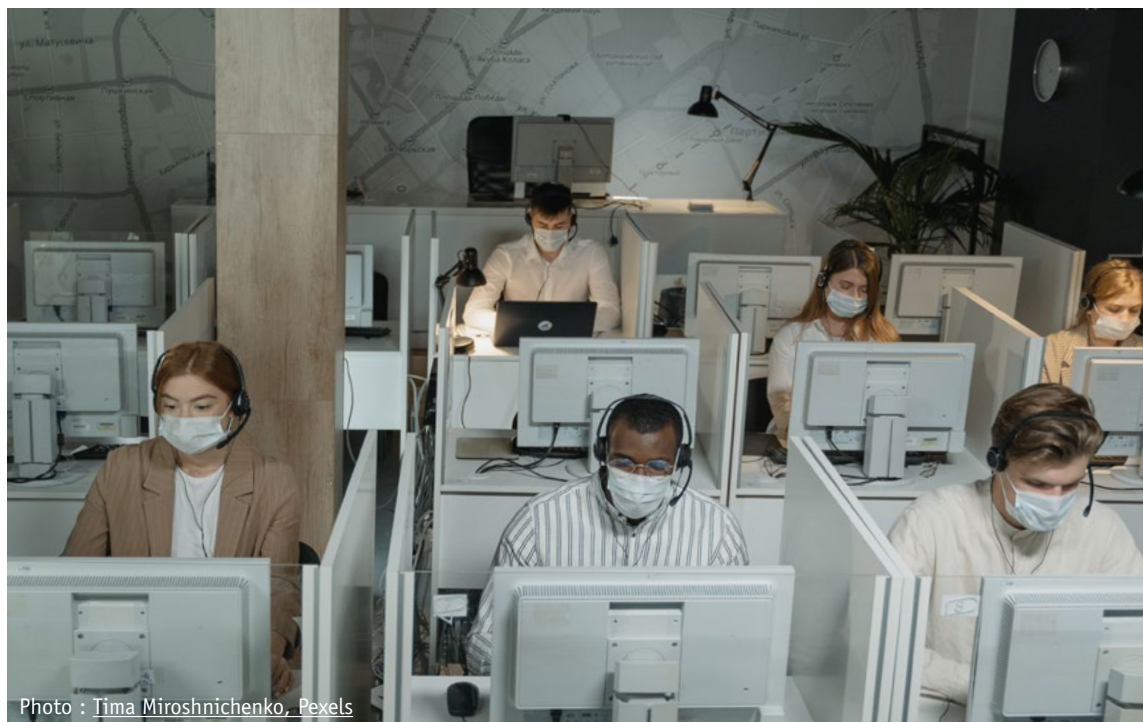


Photo : Tima Miroshnichenko, Pexels

ALLER DE L'AVANT : SECTEURS SURVEILLÉS PAR LES SYNDICATS MONDIAUX POUR DES VIOLATIONS DES DROITS DES TRAVAILLEURS

Les syndicats mondiaux ont identifié les domaines thématiques suivants comme des secteurs à haut risque de violation des droits fondamentaux des travailleurs. UBS se distingue de ses pairs par sa volonté d'adopter une politique formelle de participation à des initiatives en collaboration avec d'autres investisseurs. Les engagements suivants sont des occasions pour UBS de démontrer son engagement en faveur des droits fondamentaux des travailleurs dans l'intendance des investissements :

SOINS DE LONGUE DURÉE

La COVID-19 a mis en évidence les risques pour la main-d'œuvre dans le système de soins de longue durée. Le laxisme des normes de santé et de sécurité, le manque de personnel, les bas salaires et les contrats temporaires ont contribué à l'augmentation des décès liés à la COVID-19 dans les maisons de retraite.³⁹ Plus de 100 investisseurs représentant 3,35 billions de dollars d'actifs sous gestion ont signé une déclaration, publiée par UNI Global Union, qui exprime des attentes en matière de normes de travail dans le secteur. Le CWC demande à UBS de se joindre à cette initiative et d'entamer un dialogue avec UNI Global Union sur un engagement efficace avec le secteur.

ÉCHOUÉS EN MER

Plus de 400 000 marins ont été bloqués en mer, et les restrictions nationales relatives à la COVID-19 les empêchent de débarquer des navires commerciaux pour être remplacés par des équipages de remplacement. Certains marins sont en mer depuis plus de 18 mois. La Fédération internationale des ouvriers du transport a souligné en 2020 comment les équipages sont effectivement confrontés à une situation de travail forcé, car ils sont amenés à travailler longtemps après la fin de leurs contrats légaux.⁴⁰ Le CWC invite UBS à se joindre à un engagement collaboratif mené par Fidelity International pour plaider en faveur de changements de politique.⁴¹

SE PRÉPARER POUR UNE TRANSITION JUSTE

La transition juste est de plus en plus reconnue comme un élément essentiel d'une transition réussie vers une économie neutre en carbone.⁴² Le Centre pour une transition juste de la CSI a souligné le rôle clé des investisseurs pour s'assurer que les entreprises bénéficiaires d'investissements intègrent des considérations sociales dans leurs stratégies climatiques. Cela inclut un plan visant à garantir le dialogue social avec les travailleurs comme pièce maîtresse de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un plan de transition juste.⁴³ Alors qu'UBS s'est engagée avec des entreprises telles que BP sur une transition juste vers une économie à faibles émissions de carbone en 2020,⁴⁴ son programme climatique⁴⁵ pourrait bénéficier d'un meilleur alignement avec les principes directeurs de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour une transition juste.⁴⁶ Ces principes directeurs sur les normes internationales du travail offrent un cadre solide pour garantir les droits et les moyens de subsistance des travailleurs lorsque les économies passent à une économie neutre en carbone.⁴⁷

B) Vote par procuration

Les lignes directrices d'UBS en matière de vote par procuration stipulent que le gestionnaire soutiendra les propositions d'actionnaire qui sont « raisonnables », « bien encadrées » et qui « favorisent une bonne citoyenneté d'entreprise [...], tout en améliorant la valeur à long terme pour les actionnaires et les parties prenantes », y compris les propositions qui font référence à la gestion du capital humain et aux normes de travail dans les chaînes d'approvisionnement.⁴⁸ Les directives n'indiquent pas comment UBS votera sur les résolutions d'actionnaires relatives aux droits fondamentaux des travailleurs de l'OIT au sein du personnel d'une entreprise.

Le dossier de vote par procuration d'UBS divulgue des informations précieuses et opportunes aux parties prenantes, y compris sa justification pour soutenir les propositions d'actionnaire. Au cours de la saison des procurations 2020, elle s'est opposée à la direction dans 17 % des 115 000 résolutions sur lesquelles elle a voté et elle a montré son soutien aux propositions d'actionnaire axées sur les questions ESG.⁴⁹ UBS a soutenu 68 % des 171 propositions d'actionnaire axées sur des questions sociales en 2020.⁵⁰

UBS a voté en conformité avec les recommandations de vote des participants au CWC sur 83 % des 18 votes suivis en 2021 (voir Tableaux 3 et 4). Il s'agissait notamment de votes contre la direction pour l'élection des administrateurs ou l'approbation des régimes de rémunération des dirigeants. Elle a soutenu des résolutions d'actionnaires portant sur les stratégies de rémunération des dirigeants, la séparation des rôles de président du conseil et de chef de la direction, le manque de transparence du lobbying des entreprises, les objectifs de justice raciale et les écarts de rémunération entre les sexes et les groupes raciaux. Le gestionnaire était généralement favorable aux propositions d'actionnaire qui demandent des rapports sur des questions spécifiques à condition qu'elles ne soient pas « trop exigeantes. »⁵¹ Les trois résolutions soutenues par le CWC et non soutenues par UBS demandaient un rapport sur les disparités salariales entre les cadres et les autres employés.

UBS a voté en conformité avec les recommandations de vote des participants au CWC sur 83 % des 18 votes suivis en 2021.

TABLEAU 3 : VOTE D'UBS SUR LES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION POUR LESQUELLES LES PARTICIPANTS AU CWC ONT ÉMIS DES RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES.

Société (pays du siège social)	Sujet de la proposition	Point #	Date de l'assemblée	Recommandation appuyée par le CWC	Vote d'UBS
Chartwell Retirement Residences (Canada)	Élection de l'administrateur Michael D. Harris.	B1	5/20/2021	<u>ABSTENTION</u>	ABSTENTION
McDonald's (É.-U.)	Élection de l'administrateur Enrique Hernandez Jr.	1	5/20/2021	<u>CONTRE</u>	CONTRE
XPO Logistics (É.-U.)	Approuver la rémunération du chef de la direction Bradley Jacobs	3	5/11/2021	<u>CONTRE</u>	CONTRE

TABLEAU 4 : VOTE D'UBS SUR LES RÉSOLUTIONS D'ACTIONNAIRES DÉPOSÉES PAR LES PARTICIPANTS AU CWC

Société (pays du siège social)	Sujet de la proposition	Point #	Date de l'assemblée	Recommandation appuyée par le CWC	Vote d'UBS
Bank of America (É.-U.)	Audit sur l'équité raciale	8	4/20/2021	POUR	POUR
Charter Communications (É.-U.)	Divulgence des dépenses politiques des entreprises	3	4/27/2021	POUR	POUR
Chartwell Retirement Residences (Canada)	Divulguer les mesures relatives à la main-d'œuvre et à leur surveillance	B1	5/20/2021	POUR	POUR
GEO Group (É.-U.)	Divulgence des dépenses politiques des entreprises	6	4/28/2021	POUR	POUR
Intel (É.-U.)	Rapport sur les écarts de rémunération entre les sexes et les races	5	5/13/2021	POUR	POUR
Loblaws (Canada)	Rapport sur la surveillance par le conseil de la « prime de héros »	B1	5/06/2021	POUR	POUR
Marathon Petroleum (É.-U.)	Acquisition accélérée des actions attribuées	7	7/28/2021	POUR	POUR
Southern Copper Corporation (É.-U.)	Nomination d'un président du conseil indépendant	4	5/28/2021	POUR	POUR
TMX Group Ltd (Canada)	Aborder les relations avec les autochtones et la réconciliation	4	5/12/2021	POUR	POUR
Walmart (É.-U.)	Objectifs de justice raciale et salaires de départ	6	6/02/2021	POUR	POUR
XPO Logistics (É.-U.)	Nomination d'un président du conseil indépendant	5	5/11/2021	POUR	POUR
XPO Logistics (É.-U.)	Accélération des attributions d'actions de la haute direction	6	5/11/2021	POUR	POUR
3M Company (É.-U.)	Tenir compte de la disparité salariale entre les cadres et les autres employés	5	5/11/2021	POUR	CONTRE
Mondelez International (É.-U.)	Tenir compte de la rémunération des employés dans l'établissement de la rémunération du chef de la direction	4	5/19/2021	POUR	CONTRE
TJX Companies (É.-U.)	Tenir compte de la rémunération des employés dans l'établissement de la rémunération du chef de la direction	5	6/08/2021	POUR	CONTRE

Étude de cas :

Voter pour la représentation des employés au conseil d'administration

UBS pourrait apporter des améliorations significatives à ses pratiques de vote par procuration en soutenant la représentation des employés dans les conseils d'administration des entreprises. La représentation des travailleurs dans les conseils d'administration des entreprises est courante dans plusieurs juridictions européennes et peut contribuer à des stratégies d'entreprise plus équilibrées.⁵² Fait important, lorsqu'elle est soutenue par des conditions qui incluent un marché du travail syndiqué et des processus démocratiques robustes, la représentation des employés peut élever la voix collective des travailleurs.⁵³ La recherche a également suggéré que la représentation des travailleurs au sein des conseils d'administration peut favoriser la prise en compte des intérêts des parties prenantes qui peuvent être essentiels au succès d'une entreprise.⁵⁴

La représentation des employés au sein des conseils d'administration fait l'objet d'une attention accrue dans les forums sur la gouvernance d'entreprise, soutenue par la déclaration de la *Business Roundtable* sur l'objet social d'une entreprise⁵⁵ et par un soutien plus large aux principes du capitalisme des parties prenantes. Le récent rapport du Groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de la personne, intitulé *Taking stock of investor implementation of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights*, recommande aux investisseurs d'effectuer des engagements actionnariaux avec les entreprises de leur portefeuille avec l'objectif suivant :

« Élever la voix et les perspectives des parties prenantes dans la gouvernance d'entreprise et les structures de propriété, par exemple en réservant des sièges au conseil d'administration aux employés, en promouvant les possibilités d'actionnariat salarié et en soutenant l'adoption de lois constitutives et de réformes du droit de la propriété des entreprises. »⁵⁶

Les lignes directrices d'UBS en matière de vote par procuration précisent que « lorsque les pratiques du marché local l'exigent, [elle] soutiendra généralement la nomination de représentants des employés au conseil d'administration ». ⁵⁷ Une lacune est que ce soutien à la représentation des employés ne s'étend pas aux résolutions d'actionnaires dans les juridictions où cela n'est pas requis. Par exemple, aux États-Unis, UBS a voté contre toutes les (13) propositions d'actionnaire identifiées par le CWC qui encourageaient la représentation des employés dans les conseils d'administration en 2020. Ensuite, en 2021, elle a soutenu deux des six résolutions sur la représentation des employés au conseil d'administration identifiées par le CWC au cours du premier et du deuxième trimestre.



TABLEAU 5 : VOTE D'UBS SUR LES PROPOSITIONS DES ACTIONNAIRES AMÉRICAINES CONCERNANT LA REPRÉSENTATION DES EMPLOYÉS EN 2020/2021⁵⁸

Entreprise	Sujet de la proposition	Point #	Date de l'assemblée	Vote d'UBS
AT&T	Approuver la nomination d'un administrateur représentant des employés	5	4/24/2020	CONTRE
The Chemours Company	Établir un poste consultatif au conseil	4	4/28/2020	CONTRE
Square	Rapport sur la représentation des employés non-cadres au conseil d'administration	4	6/16/2020	CONTRE
Walmart	Adopter une politique visant à inclure les associés horaires comme candidats aux postes d'administrateurs	7	6/03/2020	CONTRE
Boston Scientific Corporation	Rapport sur la représentation des employés non-cadres au conseil d'administration	5	5/07/2020	CONTRE
Badger Meter	Rapport sur la représentation des employés non-cadres au conseil d'administration	4	4/24/2020	CONTRE
Dupont De Nemours	Approuver la création d'un poste de conseiller du conseil des employés	6	5/27/2020	CONTRE
IDEX	Rapport sur la représentation des employés au conseil d'administration	4	5/07/2020	CONTRE
Stryker	Rapport sur la représentation des employés non-cadres au conseil d'administration	4	5/05/2020	CONTRE
Fedex	Rapport sur la représentation des employés au conseil d'administration	6	9/21/2020	CONTRE
Traitement automatique des données	Rapport sur la représentation des employés non-cadres au conseil d'administration	4	11/11/2020	CONTRE
Microsoft	Rapport sur la représentation des employés au conseil d'administration	4	12/02/2020	CONTRE
WD-40	Adopter une politique visant à inclure les employés non-cadres en tant que candidats potentiels au poste d'administrateur	4	12/08/2020	CONTRE
Citigroup Inc.	Adopter une politique visant à inclure les employés non-cadres en tant que candidats potentiels au poste d'administrateur	7	4/27/2021	CONTRE
Walt Disney Company	Adopter une politique visant à inclure les employés non-cadres en tant que candidats potentiels au poste d'administrateur	5	3/09/2021	CONTRE
Starbucks Corporation	Adopter une politique visant à inclure les employés non-cadres en tant que candidats potentiels au poste d'administrateur	4	3/17/2021	CONTRE
Woodward Inc.	Adopter une politique visant à inclure les employés non-cadres en tant que candidats potentiels au poste d'administrateur	5	1/27/2021	CONTRE
Amazon Inc.	Adopter une politique visant à inclure les employés horaires comme candidats aux postes d'administrateurs	10	5/26/2021	POUR
Walmart	Approuver la création d'un Conseil consultatif sur la main-d'œuvre en cas de pandémie	7	6/02/2021	POUR

Étude de cas : Amazon.com Inc

UBS a indiqué, dans sa réponse au rapport 2019 du CWC sur les gestionnaires d'actifs, qu'elle collabore avec Amazon dans une large mesure sur les risques liés à la gestion du capital humain.⁵⁹ Le secrétariat du CWC a invité UBS à signer une lettre conjointe menée par les investisseurs suédois Folksam et Ohman Fonder sur les violations par Amazon des droits à la liberté d'association et à la négociation collective de ses travailleurs lors de l'élection syndicale à Bessemer, en Alabama.⁶⁰ Malgré son engagement en faveur d'engagements collaboratifs, UBS a fait part, dans une communication écrite envoyée au CWC, de son soutien à la cause, mais a indiqué sa préférence pour un engagement individuel avec Amazon.⁶¹

Lors de l'assemblée générale annuelle d'Amazon en 2020, UBS a voté contre les propositions d'actionnaire qui visaient à améliorer les conditions de travail, telles que celles demandant des rapports sur l'écart salarial médian mondial entre les sexes et les races (point 10), la vitesse de l'avancement (point 13) et la discrimination fondée sur le point de vue (point 12).⁶² Toutefois, le gestionnaire a soutenu certaines résolutions qui portaient sur les droits de la personne, les pratiques de lobbying et le gaspillage alimentaire.⁶³

L'année suivante, lors de l'AGA d'Amazon en 2021, le vote par procuration d'UBS s'est largement aligné sur les recommandations de vote des participants au CWC. UBS a voté en faveur de cinq des sept propositions d'actionnaire identifiées par le CWC qui touchaient à des questions liées aux droits des travailleurs chez Amazon, ce qui représente 71 % d'alignement sur les recommandations de vote du CWC. Il s'agissait notamment de soutenir des propositions demandant des rapports supplémentaires sur la rémunération en fonction du sexe/de la race (point 6), la stratégie et le risque en matière de concurrence (point 11), la diversité et l'équité (point 9), le lobbying (point 13), et surtout, une proposition demandant une politique de candidatures alternatives aux postes d'administrateurs (point 10) affirmant que « l'examen d'un plus grand nombre de candidats peut permettre à la société de mieux comprendre la gestion du personnel ». Néanmoins, le gestionnaire n'a pas soutenu les propositions qui demandaient une politique obligatoire de président de conseil indépendant (point 5) ou un rapport sur les données d'avancement (point 7).⁶⁴



« Agent de livraison Amazon Prime pendant son quart de travail », par Cineberg. Photo prise à Berlin, en Allemagne, le 27 janvier 2020. Shutterstock, ID de la photo libre de droits : 1640803081

RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU CWC : Intendance dans les portefeuilles d'actions

Les pratiques d'engagement et les votes par procuration récents d'UBS montrent un alignement croissant avec les cadres fondés sur les droits de la personne par rapport à l'analyse préalable effectuée en 2019. Son bilan récent fait état d'engagements d'actionnaires avec des entreprises concernant des impacts négatifs sur les droits des travailleurs. Lors du vote par procuration, le gestionnaire s'est montré de plus en plus disposé à voter conformément aux recommandations des participants au CWC.

Bien qu'elle se soit engagée auprès d'une poignée d'entreprises pour des problèmes de droits fondamentaux des travailleurs, UBS pourrait clarifier la manière dont elle applique sa tactique d'escalade lorsque les problèmes ne sont pas résolus dans un délai raisonnable. Par exemple, son étude de cas sur les pratiques en matière de capital humain dans une grande entreprise française indique qu'elle « continuera à suivre l'évolution du dialogue avec les représentants des travailleurs internationaux », mais elle ne précise pas comment UBS réagira si les problèmes ne sont pas résolus.⁶⁵

UBS pourrait également s'attendre publiquement à ce que les entreprises dans lesquelles elle investit restent neutres lorsque les travailleurs tentent d'exercer leur liberté syndicale, un droit fondamental des travailleurs. Cela enverrait un message clair aux bénéficiaires des investissements concernant l'engagement d'UBS en matière de droits de la personne. Cela devrait s'accompagner d'un engagement à répondre aux notifications de violations des droits des travailleurs portées par les syndicats, en particulier lorsqu'il existe des preuves publiques étayant les allégations (par exemple, les déclarations des points de contact nationaux de l'OCDE). Cet engagement rendrait plus probable l'engagement d'UBS auprès d'entreprises dans des secteurs surveillés par les syndicats.

En ce qui concerne le vote par procuration, le CWC recommande à UBS de continuer à soutenir les résolutions d'actionnaires sur les questions sociales et de revoir sa politique et ses pratiques de vote liées aux propositions d'actionnaire pour la représentation des employés dans les conseils d'administration des entreprises, en particulier dans un contexte d'acceptation croissante du capitalisme des parties prenantes.

Enfin, en ce qui concerne la divulgation, le gestionnaire devrait s'aligner sur les bonnes pratiques du secteur de la gestion d'actifs en divulguant les noms des entreprises avec lesquelles il s'engage et les sujets des engagements sur une base trimestrielle. Cela favoriserait une responsabilité publique accrue de la part d'UBS à l'égard des sociétés dans lesquelles elle investit.

Notes de fin de page

- ¹ Willis Towers Watson, « Global asset manager AuM tops US\$100 trillion for the first time », 19 octobre 2020, <https://www.willistowerswatson.com/en-US/News/2020/10/global-asset-manager-aum-tops-us-dollar-100-trillion-for-the-first-time>.
- ² Comité sur le capital des travailleurs, « Asset Manager Report Card : UBS Group AG », 2019, http://workerscapital.org/IMG/pdf/reportcard_ubs_final_with_response.pdf.
- ³ Ce rapport ne comporte pas de sections sur les pratiques d'intendance des biens immobiliers et sur la défense des politiques, mais le secrétariat du CWC pourrait les ajouter ultérieurement.
- ⁴ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 51-55, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁵ Willis Towers Watson, « Global asset manager AuM tops US\$100 trillion for the first time », 19 octobre 2020, <https://www.willistowerswatson.com/en-US/News/2020/10/global-asset-manager-aum-tops-us-dollar-100-trillion-for-the-first-time>.
- ⁶ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 7, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁷ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 7, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁸ UBS Group A. G., dont UBS Asset Management fait partie, a pris des engagements au niveau du groupe (UBS in Society) en faveur de la durabilité qui sont distincts du cadre d'intendance des investissements.
- ⁹ Willis Towers Watson, « Global asset manager AuM tops US\$100 trillion for the first time », 19 octobre 2020, <https://www.willistowerswatson.com/en-US/News/2020/10/global-asset-manager-aum-tops-us-dollar-100-trillion-for-the-first-time>.
- ¹⁰ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 7, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ¹¹ Willis Towers Watson, « Global asset manager AuM tops US\$100 trillion for the first time », 19 octobre 2020, <https://www.willistowerswatson.com/en-US/News/2020/10/global-asset-manager-aum-tops-us-dollar-100-trillion-for-the-first-time>.
- ¹² Institutional Real Estate Inc. « Global Investment Managers 2020 ». 24 septembre 2020, https://irei.com/wp-content/uploads/2020/09/2020_PFR_IREI-REPORT-US-Dollars.pdf.
- ¹³ UBS, « PRI Transparency Report 2020 », 2020, page 37, [https://stpublic.blob.core.windows.net/pri-ra/2020/Investor/Public-TR/\(Merged\)_Public_Transparency_Report_UBS%20Asset%20Management_2020.pdf](https://stpublic.blob.core.windows.net/pri-ra/2020/Investor/Public-TR/(Merged)_Public_Transparency_Report_UBS%20Asset%20Management_2020.pdf).
- ¹⁴ Site web d'UBS, consulté le 18 juin 2021, <https://www.ubs.com/global/en/asset-management/about.html>.
- ¹⁵ UBS, « Global Stewardship Policy », 2019, page 3, http://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_2061817810.0592488275.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-statement-2019.pdf.
- ¹⁶ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 21, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ¹⁷ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 21, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtdmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.

- ¹⁸ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 51, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ¹⁹ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 51, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁰ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 51, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²¹ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 51-55, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²² UBS, « Global Stewardship Policy », 2019, page 6, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_2061817810.0592488275.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²³ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 55, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁴ UBS, « Global Stewardship Policy », 2019, page 6, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_2061817810.0592488275.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁵ UBS, « Global Stewardship Policy », 2019, page 6, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_2061817810.0592488275.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁶ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, pages 30, 73-75, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁷ UBS, « Global Stewardship Policy », 2019, page 6, https://www.ubs.com/global/it/legal/sfdr/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid/col1/accordionbox_994559237/textimage_1145612052.0108911241.file/dGV4dD0vY29udGVudC9kYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL2dsb2JhbC1zdGV3YXJkc2hpcC1zdGF0ZWU1bnQtMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁸ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 30, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ²⁹ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, Page 53, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ³⁰ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 30, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.
- ³¹ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 55, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGluy9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esg-stewardship-report-2020.pdf.

- ³² Dana Mattioli et Sebastian Herrera, « Amazon Struggles to Find Its Coronavirus Footing. It's a Time of Great Stress », *Wall Street Journal*, 31 mars 2020, <https://www.wsj.com/articles/amazon-struggles-to-find-its-coronavirus-footing-its-a-time-of-great-stress-11585664987>; Matt Day, « Amazon Has a Europe Problem: Unions and Regulators Are Circling », *Bloomberg*, 30 avril 2020, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-30/amazon-has-a-europe-problem-unions-and-regulators-are-circling>. Voir également Comité sur le capital des travailleurs, « Investor Brief: Amazon.com, Inc. and the COVID-19 Pandemic », 26 avril 2020, <https://www.workerscapital.org/investor-brief-amazon-com-inc-and-the-covid-19-pandemic>.
- ³³ Chavie Liber, « Amazon warehouse workers in Europe spent Black Friday protesting: Amazon workers in Italy, Germany, Spain, and the UK staged mass walkouts, protesting poor conditions and low wages », *Vox*, 27 novembre 2018, <https://www.vox.com/the-goods/2018/11/27/18114735/amazon-warehouse-workers-europe-protests-black-friday>; Abha Bhattarai, « Amazon Prime Day: Worker strikes and a site crash dent the online shopping bonanza », *The Washington Post*, 16 juillet 2019, <https://www.washingtonpost.com/business/2018/07/16/amazon-prime-day-now-an-opportunity-worker-strikes-consumer-protests-around-world/>; « Amazon workers strike in Germany, joining action in Spain and Poland », *Reuters*, 16 juillet 2018, <https://www.reuters.com/article/us-amazon-com-germany-strike/amazon-workers-strike-in-germany-joining-action-in-spainand-poland-idUSKBN1K610Y>; voir également Comité sur le capital des travailleurs, « Amazon In-Depth: Work, Rights and Risks at Amazon.com », 7 juillet 2020, <https://www.workerscapital.org/amazon-in-depth-work-rights-and-risks-at-amazon-com-inc>.
- ³⁴ Dave Lee, « Amazon must not interfere with US union effort, say investors », *The Financial Times*, 9 février 2021, <https://www.ft.com/content/c7f24fbb-bb4e-489e-8a30-37708700e816>. voir également Comité sur le capital des travailleurs, « CWC Statement for Investors on the Union Election at Amazon's Facility in Bessemer, Alabama », 15 avril 2021, <http://workerscapital.org/cwc-statement-for-investors-on-the-union-election-at-amazon-s-facility>.
- ³⁵ Comité des syndicats mondiaux sur le capital des travailleurs (CWC), « CWC Statement for Investors on the Union Election at Amazon's Facility in Bessemer, Alabama », 15 avril 2021, <http://workerscapital.org/cwc-statement-for-investors-on-the-union-election-at-amazon-s-facility>.
- ³⁶ Communiqué du Point de contact national français, « CIRCONSTANCE SPÉCIFIQUE "TÉLÉPERFORMANCE EN FRANCE ET DANS LE MONDE" », 29 avril 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/c3d96f28-7c6f-4bc6-bf70-ac679fd53f46/files/8adf73c9-133f-4322-8c3a-b44c3f64ef21>; OECD Guidelines for MNEs, « Specific instance concerning an alleged non-observance of the OECD Guidelines by Teleperformance », 17 avril 2020. Consulté le 16 mars 2021, <https://mneguidelines.oecd.org/database/instances/fr0030.htm>.
- ³⁷ Lauren Kaori Gurley, « New Report Claims Extensive Worker Abuses at One of the World's Largest Logistics Companies », *VICE*, 10 juillet 2020, <https://www.vice.com/en/article/935x4y/new-report-claims-extensive-worker-abuses-at-one-of-the-worlds-largest-logistics-companies>; Stephen Singer, « Global transportation company that received \$2.7 million in Connecticut aid cited for misclassifying workers as contractors », *Hartford Courant*, 21 octobre 2020, <https://www.courant.com/business/hc-biz-xpo-logistics-20201021-oshxqortwjaktppi5pbdm4te6y-story.html>. voir également International Transport Workers' Federation et Fédération européenne des travailleurs des transports, « XPO: Delivering Injustice », 2021, <https://www.xpoexposed.org/the-report>.
- ³⁸ BWI, « Global Union files OECD Complaint against LafargeHolcim for Labour Violations », 2019, <https://www.bwint.org/cms/news-72/global-union-files-oecd-complaint-against-lafargeholcim-for-labour-violations-1592>.
- ³⁹ « Global investors —with US\$3.34 trillion in AUM—launch initiative to raise labour standards and quality of care in nursing homes », UNI Global Union, <https://uniglobalunion.org/Care-Investor-Statement>.
- ⁴⁰ Organisation maritime internationale, « 400 000 marins bloqués en mer par la crise des relèves d'équipage », 25 septembre 2020. Consulté le 1er mars 2021, <https://www.imo.org/en/MediaCentre/PressBriefings/Pages/32-crew-change-UNGA.aspx>.
- ⁴¹ <https://www.itfseafarers.org/en/news/no-more-excuses-global-brands-new-tool-launched-fight-resolve-crew-change-crisis>.
- ⁴² Robins, Nick et coll. « From the grand to the granular: translating just transition ambitions into investor action », 23 juillet 2021, <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/from-the-grand-to-the-granular-translating-just-transition-ambitions-into-investor-action>.
- ⁴³ ITUC, « Just Transition: A Business Guide ». Mai 2018, https://www.ituc-csi.org/IMG/pdf/just_transition_-_a_business_guide.pdf.
- ⁴⁴ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 63, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWZlZC1pbXBhY3QtaW50ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtcmVwb3J0LTIwMjAucG9m/esq-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁴⁵ UBS, « Climate change – engagement in action », 14 mai 2020, <https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2020/climate-change-engagement-in-action.html>.
- ⁴⁶ OIS. « Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous », 2 février 2021, https://www.ilo.org/global/topics/green-jobs/publications/WCMS_432859/lang--en/index.htm.
- ⁴⁷ Robins, Nick et coll. « From the grand to the granular: translating just transition ambitions into investor action », 23 juillet 2021, <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/from-the-grand-to-the-granular-translating-just-transition-ambitions-into-investor-action>.
- ⁴⁸ UBS, « Proxy Voting Summary Policy & Procedure », page 10, https://www.ubs.com/tw/tc/asset-management/about-us/stewardship/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid/col1/linklist_copy/link_166666268_copy.1274442108.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWZlZC1pbXBhY3QtaW50ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAtcmVwb3J0LTIwMjAucG9m/esq-stewardship-report-2020.pdf.

- ⁴⁹ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 31, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esq-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁵⁰ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 35, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esq-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁵¹ UBS, « Proxy Voting Summary Policy & Procedure », page 10, https://www.ubs.com/tw/tc/asset-management/about-us/stewardship/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid/col1/linklist_copy/link_166666268_copy.1274442108.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1wcm94eS12b3RpbmctcG9saWN5LXByb2NlZHVyZXMtMjAucGRm/esq-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁵² Michael Gold, « Taken on Board: An evaluation of the influence of employee board-level representatives in company decision-making across Europe », *European Journal of Industrial Relations* 17(1), 2011.
- ⁵³ Lenore Palladino, « Economic Democracy at Work: Why (and How) Workers Should Be Represented on U.S. Corporate Boards », 15 février 2021. Disponible sur SSRN : <https://ssrn.com/abstract=3476669> or <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3476669>; Janet Williamson, « Workers on Board: the case for workers' voice in corporate governance », *Trades Union Congress*, 2014.
- ⁵⁴ Caspar Rose, « Medarbejdervalgte bestrelsesmedlemmer I danske virksomheder » dans *Tidsskrift for Arbejdsliv*, 2005.
- ⁵⁵ Business Roundtable Statement on the Purpose of a Corporation, 2019, <https://system.businessroundtable.org/app/uploads/sites/5/2021/02/BRT-Statement-on-the-Purpose-of-a-Corporation-February-2021-compressed.pdf>.
- ⁵⁶ UN Working Group on Business and Human Rights, « Taking stock of investor implementation of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights (Executive Summary) », Juin 2021, <https://www.ohchr.org/Documents/Issues/Business/UNGPs10/Stocktaking-investor-implementation-reader-friendly.pdf>.
- ⁵⁷ UBS, « Proxy Voting Summary Policy & Procedure », page 5, https://www.ubs.com/tw/tc/asset-management/about-us/stewardship/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid/col1/linklist_copy/link_166666268_copy.1274442108.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1wcm94eS12b3RpbmctcG9saWN5LXByb2NlZHVyZXMtMjAucGRm/esq-stewardship-report-2020.pdf.
- ⁵⁸ Résultats des votes à partir du tableau de bord de votes par procuration d'UBS : <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MjU0>.
- ⁵⁹ Comité sur le capital des travailleurs, « Asset Manager Report Card: UBS Group AG », 2019, http://workerscapital.org/IMG/pdf/reportcard_ubs_final_with_response.pdf.
- ⁶⁰ Lee, Dave, « Amazon must not interfere with US union effort, say investors », *Financial Times*, 9 février 2021, <https://www.ft.com/content/c7f24fbbb4e-489e-8a30-37708700e816>.
- ⁶¹ Communication par courriel de Henrike Kulmann, analyste de recherche en investissement durable, directrice exécutive, UBS à Hugues Létourneau, gestionnaire de programme, CWC, 11 février 2021 (archivé auprès de l'auteur).
- ⁶² UBS, « Proxy Voting Dashboard - Amazon.com, Inc. » 27 mai 2020, <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MjU0>.
- ⁶³ UBS a voté POUR les propositions d'actionnaire suivantes lors de l'AGA d'Amazon.com Inc. en 2020 : rapport sur la gestion du gaspillage alimentaire (point 5), rapport sur l'utilisation par les clients de ses produits de surveillance et de vision par ordinateur ou de ses services basés sur le cloud (point 6), rapport sur les impacts potentiels sur les droits de la personne de l'utilisation de la reconnaissance par les clients (point 7), rapport sur les produits promouvant les discours haineux et les ventes de produits offensifs (point 8), évaluation des risques liés aux droits de la personne (point 15), rapport sur les paiements et la politique de lobbying (point 16).
- ⁶⁴ UBS, « Proxy Voting Dashboard - Amazon.com, Inc. », 26 mai 2021, <https://vds.issgovernance.com/vds/#/MjU0>.
- ⁶⁵ UBS, « Stewardship Annual Report 2020 », 31 mars 2021, page 53, https://www.ubs.com/global/en/asset-management/insights/sustainable-and-impact-investing/2021/aligning-activities/_jcr_content/mainpar/toplevelgrid_274723673/col1/linklist/link_1819271429.0819141569.file/bGlUay9wYXR0PS9jb250ZW50L2RhbS9hc3NldHMvYW0vZ2xvYmFsL2luc2lnaHRzL3N1c3RhaW5hYmxlLWFuZC1pbXBhY3QtaW52ZXN0aW5nL2RvYy9lc2ctc3Rld2FyZHN0aXAAtcmVwb3J0LTlwMjAucGRm/esq-stewardship-report-2020.pdf.



Photo : [istockphoto.com](https://www.istockphoto.com)



À propos du Comité sur le capital des travailleurs (CWC)

Le Comité des syndicats mondiaux sur le capital des travailleurs (CWC) est un réseau international de syndicats pour le dialogue et l'action sur l'investissement responsable de l'épargne-retraite des travailleurs. Une initiative conjointe de la Confédération syndicale internationale (CSI), des Fédérations syndicales internationales (FSI) et de la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE (CSC), le CWC réunit depuis 1999 des représentants syndicaux et des administrateurs nommés par les travailleurs du monde entier. Les membres du conseil d'administration des caisses de retraite qui participent au réseau CWC supervisent l'épargne-retraite de millions de travailleurs.

Pour plus d'informations sur le CWC : info@workerscapital.org